

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4434

[2006/203485]

15 SEPTEMBER 2006. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen ter uitvoering van artikel 105 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst, inzonderheid op artikel 105, eerste lid;

Op de voordracht van de Minister-Présidente, tot wier bevoegdheid de statuten van het personeel van het Leerplichtonderwijs en van het Onderwijs voor Sociale Promotie behoren en van de Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2006,

Besluit :

Artikel 1. De inrichtende macht die over een vacante betrekking of een voor minstens vijftien weken tijdelijk vacante betrekking beschikt, en deze betrekking niet door reffectatie of voorlopige terugroeping in actieve dienst door de inrichtende macht aan een personeelslid kan toewijzen, raadpleegt, vóór enige tijdelijke aanstelling, de secretaris van de Beheercommissie van de betrekkingen leermeesters godsdienst en leraars godsdienst van het gesubsidieerd officieel onderwijs door middel van het aangepaste formulier waarvan model als bijlage bij dit besluit.

Art. 2. De Minister-Présidente, tot wier bevoegdheid de statuten van het personeel van het Leerplichtonderwijs en van het Onderwijs voor Sociale Promotie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 15 september 2006.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 4435

[2006/203413]

15 SEPTEMBRE 2006. — **Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base et la forme du certificat d'études de base**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au Certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, notamment le titre III, et les articles 20, 25 et 30;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2006;

Vu l'avis n° 41.082/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2006, en application de l'article, 84, § 1, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le Contrat pour l'Ecole adopté le 31 mai 2005 par le Gouvernement de la Communauté française et sa Priorité 8 visant à piloter les écoles en permanence;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les établissements d'enseignement primaire ordinaire transmettent à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique au plus tard le 1^{er} mars de l'année scolaire en cours la liste des élèves de 6^e année primaire.

Les établissements d'enseignement primaire spécialisé envoient les inscriptions des élèves candidats à l'épreuve externe commune à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique au plus tard pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Quand des changements d'écoles amènent des modifications à la liste visée à l'alinéa 1^{er} ou aux inscriptions visées à l'alinéa 2, les écoles concernées communiquent, dans les dix jours qui suivent le changement d'école, ces modifications à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Les institutions publiques de protection de la jeunesse, tout parent ou personne investie de l'autorité parentale, notamment de tout mineur soumis à l'obligation scolaire et âgé d'au moins 11 ans au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours et qui n'est pas inscrit en sixième primaire envoient les inscriptions des élèves candidats à l'épreuve externe commune à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique au plus tard pour le 30 avril de l'année scolaire en cours.

Art. 2. § 1^{er}. Les inscriptions visées à l'article 2 comprennent les nom, prénom, lieu et date de naissance de chaque candidat à la certification ainsi que son adresse et celles des personnes investies de l'autorité parentale.

§ 2. L'Administrateur général communique la liste des écoles participantes ainsi que les listes d'inscriptions à chaque inspecteur pour la zone géographique qui le concerne, et ce, via l'Inspection générale.

§ 3. L'inspecteur communique à l'établissement, à l'Institution, au parent ou à la personne investie de l'autorité parentale qui a inscrit l'élève, ou le mineur, les dates, heures et, en ce qui concerne les élèves candidats visés à l'article 2, alinéa 3, le lieu de passation.

Pour les élèves candidats à la certification qui ne sont pas inscrits en tant qu'élèves réguliers dans un établissement d'enseignement, l'Inspecteur désigne l'école la plus proche du domicile de l'élève où, avec l'accord du Pouvoir organisateur ou du chef d'établissement, ils passent l'épreuve externe commune. A défaut, il renseigne l'école organisée par la Communauté française la plus proche du domicile de l'élève.

Art. 3. L'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique diffuse les documents de l'épreuve aux chefs d'établissement dans la semaine qui précède la passation.

Le chef d'établissement prend les dispositions nécessaires afin que les documents de l'épreuve ne soient en aucun cas diffusés, ni à l'équipe éducative, ni aux élèves, avant le 1^{er} jour de la passation de l'épreuve externe commune.

Le premier jour de la passation, une heure avant le début de la passation, les documents sont répartis entre les titulaires des classes de 6^e année primaire.

Art. 4. L'épreuve externe commune se déroule à partir du 15 juin ou du premier lundi qui suit le 15 juin.

L'épreuve se répartit sur trois ou quatre matinées. Les chefs d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peuvent suspendre les cours les après-midi.

Art. 5. En ce qui concerne les candidats visés à l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, le choix du lieu de passation de l'épreuve externe commune et des modalités de groupement des élèves relève des prérogatives du chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française et du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Ces candidats sont placés sous la surveillance du/des directeur(s) ou du/des titulaire(s) des classes de 6^e année et, le cas échéant, des autres enseignants ayant en charge ces mêmes classes.

Pour ce qui concerne les candidats visés à l'article 2, alinéa 3, le chef de l'établissement, au sein duquel lesdits candidats présentent l'épreuve, les place dans les mêmes conditions de passation que celles auxquelles sont soumises les élèves de l'établissement.

Art. 6. § 1^{er}. L'inspecteur réunit les titulaires des écoles participantes de la zone géographique dans laquelle il exerce ses missions les après-midi des jours de passation afin d'organiser la correction.

Il veille à ce qu'un enseignant n'ait pas à corriger les copies des élèves dont il a la charge.

§ 2. Le président du jury transmet le procès-verbal de la délibération à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique dans les dix jours ouvrables qui suivent la délibération.

Le président du jury transmet les résultats de ses élèves à l'épreuve externe commune au chef d'établissement concerné au plus tard le 7^e jour ouvrable après le début de l'épreuve.

Art. 7. Le Certificat d'études de base, délivré sur la base de l'article 28, §§ 1^{er}, 2, 3 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves est conforme au modèle figurant en annexe A du présent arrêté.

Le Certificat d'études de base, délivré sur la base de l'article 28, § 4 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves est conforme au modèle figurant en annexe *Abis* du présent arrêté

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Art. 9. La Ministre ayant l'Enseignement fondamental dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 2006.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M. ARENA

Annexe A à l'arrêté du 15 septembre 2006 du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune et la forme du Certificat d'études de base (article 8)

Communauté française

CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (nom, prénom et qualité¹ en lettres majuscules)

certifie que (nom, prénom, en lettres majuscules)

né(e) à (lieu de naissance)²

le (date de naissance : jour-mois-année, en toutes lettres)

a satisfait à l'évaluation portant sur la maîtrise des compétences attendues au terme de l'enseignement primaire.

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (lieu)

Le (date : jour-mois-année, en toutes lettres)

Sceau de l'établissement,

Signature du porteur,

Signature du président du jury,

Signature des membres du jury,

Annexe *Abis* à l'arrêté du 15 septembre 2006 du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve externe commune et la forme du Certificat d'études de base (article 8)

Communauté française

CERTIFICAT D'ETUDES DE BASE

Je soussigné(e) (nom, prénom et qualité³ en lettres majuscules)

certifie que (nom, prénom, en lettres majuscules)

né(e) à (lieu de naissance)⁴

le (date de naissance : jour-mois-année, en toutes lettres)

a satisfait à l'évaluation portant sur la maîtrise des compétences attendues au terme de l'enseignement primaire.

En foi de quoi, le présent certificat lui est délivré.

Fait à (lieu)

Le (date : jour-mois-année, en toutes lettres)

Signature du président du jury,

Signature du porteur,

Signature des membres du jury,

1. Le chef de l'établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française - *Préciser la dénomination de l'école et l'adresse complète.*

2. Le lieu de naissance sera repris en lettres majuscules comme indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour. S'il est situé en pays étranger, il sera suivi du nom du pays repris en lettres majuscules et entre parenthèse, tel qu'indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour.

3. Président du jury de l'épreuve externe commune installé à - *Préciser la zone géographique d'affectation.*

4. Le lieu de naissance sera repris en lettres majuscules comme indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour. S'il est situé en pays étranger, il sera suivi du nom du pays repris en lettres majuscules et entre parenthèse, tel qu'indiqué sur l'acte de naissance, la carte d'identité ou à défaut le passeport ou titre de séjour.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 4435

[2006/203413]

15 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de nadere regels voor de inschrijving voor, het afleggen van en de verbetering van de gemeenschappelijke externe proef tot toekenning van het getuigschrift van basisonderwijs en van de vorm van het getuigschrift van basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, inzonderheid op titel III, en op de artikelen 20, 25 en 30;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 juli 2006;

Gelet op het advies nr. 41.082/2/V van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het Contract voor de School aangenomen op 31 mei 2005 door de Regering van de Franse Gemeenschap en zijn prioriteit 8 tot permanente sturing van de scholen;

Op de voordracht van de Minister-Presidente van de Franse Gemeenschap, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De inrichtingen voor gewoon lager onderwijs zenden aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, ten laatste tegen 1 maart van het lopende schooljaar, de lijst met de leerlingen van het zesde studiejaar lager onderwijs over.

De inrichtingen voor gespecialiseerd lager onderwijs zenden hun inschrijvingen van de leerlingen die zich kandidaat stellen voor de gemeenschappelijke externe proef over aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek ten laatste tegen 30 april van het lopende jaar.

Als veranderingen van scholen wijzigingen met zich meebrengen van de lijst bedoeld bij het eerste lid of van de inschrijvingen bedoeld bij het tweede lid, delen de betrokken scholen binnen de tien dagen na de verandering van school deze wijzigingen mede aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, elke ouder of persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, inzonderheid over elke minderjarige die onderworpen is aan de leerplicht en minstens 11 jaar oud is op 1 september van het lopende schooljaar en die niet ingeschreven is voor het zesde jaar lager onderwijs, zenden de inschrijvingen van de leerlingen die zich kandidaat stellen voor de gemeenschappelijke externe proef aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek ten laatste tegen 30 april van het lopende schooljaar.

Art. 2. § 1. De bij artikel 2 bedoelde inschrijvingen omvatten de naam, voornaam, geboorteplaats en -datum van iedere kandidaat voor de certificatie alsook zijn adres en deze van de personen die het ouderlijk gezag bekleden.

§ 2. De administrateur-generaal deelt de lijst mede van de deelnemende scholen alsook de inschrijvingslijsten aan iedere inspecteur voor de geografische zone die hem betreft, en dit, via de algemene inspectie.

§ 3. De Inspecteur deelt aan de inrichting, de Instelling, de ouder of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent en die de leerling of minderjarige ingeschreven heeft, de datums, uren en, wat betreft de leerlingen die kandidaat zijn zoals bedoeld bij artikel 2 derde lid, de plaats waar het examen afgelegd dient te worden, mede.

Voor de leerlingen die zich kandidaat stellen voor de certificatie en die niet ingeschreven zijn als regelmatige leerling in een onderwijsinrichting, wijst de Inspecteur de school aan die het dichtst ligt bij de woonplaats van de leerling en waar, met de instemming van de Inrichtende Macht of van het inrichtingshoofd, de leerlingen de gemeenschappelijke externe proef afleggen. Bij gebrek daaraan, deelt hij de naam mede van de door de Franse Gemeenschap ingerichte school die het dichtst ligt bij de woonplaats van de leerling.

Art. 3. Het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek deelt de documenten van de proef mede aan de inrichtingshoofden gedurende de week die aan de proef voorafgaat.

Het inrichtingshoofd treft de noodzakelijke bepalingen opdat de proefdocumenten in geen enkel geval doorgegeven zouden worden aan de opvoedende ploeg of de leerlingen vóór de eerste dag van het afleggen van de gemeenschappelijke externe proef.

De dag waarop de proef afgelegd wordt, één uur voor het begin, worden de document verdeeld over de titularissen van de klassen van het zesde jaar lager onderwijs.

Art. 4. De gemeenschappelijke externe proef vindt plaats vanaf 15 juni of vanaf de eerste maandag na 15 juni.

De proef wordt verdeeld over drie of vier ochtenden. Het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs, en de inrichtende machten, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen 's namiddags de lessen onderbreken.

Art. 5. Wat betreft de kandidaten bedoeld bij artikel 2, eerste en tweede leden, behoort de keuze van de plaats voor het afleggen van de gemeenschappelijke externe proef en van de nadere regels voor de groepering van de leerlingen tot de prerogatieven van het inrichtingshoofd voor het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en tot deze van de Inrichtende Macht voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Deze kandidaten worden onder het toezicht geplaatst van de directeur(s) of de titularis(sen) van de klassen van het zesde jaar en, desnoods, van de andere leerkrachten die met diezelfde klassen belast zijn.

De bij artikel 2, derde lid, bedoelde kandidaten worden door het hoofd van de inrichting waar deze kandidaten hun proef afleggen in dezelfde omstandigheden geplaatst als deze van de leerlingen van de inrichting.

Art. 6. § 1. De Inspecteur roept de titularissen samen van de scholen die deelnemen aan de proef van de geografische zone waar hij zijn ambt uitoefent, tijdens de namiddagen na de proef om de proef te verbeteren.

Hij zorgt ervoor dat een leraar niet de proef van een van zijn leerlingen zou verbeteren.

§ 2. De voorzitter van de examencommissie zendt het proces-verbaal van de beraadslaging over aan de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek binnen de tien werkdagen na de beraadslaging.

De voorzitter van de examencommissie zendt de uitslagen over van zijn leerlingen op de gemeenschappelijke externe proef aan het betrokken inrichtingshoofd ten laatste tegen de 7e werkdag na het begin van de proef.

Art. 7. Het getuigschrift van basisonderwijs, uitgereikt op basis van artikel 28, §§ 1, 2 en 3 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen, moet eensluidend zijn met het model als bijlage A bij dit besluit.

Het getuigschrift van basisonderwijs, uitgereikt op basis van artikel 28, § 4 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen, moet eensluidend zijn met het model als bijlage *Abis* bij dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2006.

Art. 9. De Minister tot wier bevoegdheid het Basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 september 2006.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA